



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Lundi 12 Septembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Communiqué du Conseil des ministres

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation du projet de Déclaration de politique générale du Gouvernement, de nombre de projets de loi, ainsi que deux exposés relatifs à la sécurité routière et à la plate-forme numérique de l'investisseur, selon un communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS :

"Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation du projet de Déclaration de politique générale du Gouvernement et de projets de loi relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, à la presse écrite et électronique et à la prévention et la lutte contre la corruption, outre deux exposés sur la sécurité routière et la plate-forme numérique de l'investisseur.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Déclaration de politique générale du Gouvernement: prendre en compte la stratégie de l'Etat pour la relance de l'économie nationale**

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a insisté sur la nécessité de prendre en ligne de compte dans la Déclaration de politique générale du Gouvernement la stratégie de l'Etat pour la relance de l'économie nationale à travers le renforcement de ses capacités financières.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Le Président Tebboune ordonne la création d'une Agence nationale chargée de la récupération des biens et fonds confisqués**

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé ,dimanche, une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a ordonné la création d'une Agence nationale chargée de la récupération des biens et fonds confisqués, indique un communiqué du Conseil.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Le Président Tebboune ordonne la création du guichet unique de l'investissement avant fin septembre**

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a ordonné la création, avant fin septembre courant, du guichet unique de l'investissement, selon un communiqué du Conseil.



## Saïd Hamdine

### Le diktat du conservateur foncier

Plusieurs promoteurs immobiliers se plaignent des retards dans la délivrance du livret foncier. L'administration des Domaines, à travers son réseau décentralisé des structures de la Conservation foncière, est sans conteste une des institutions publiques qui gagnerait beaucoup à se mettre à l'ère de la numérisation de ses archives et de son fonctionnement. Et la Conservation foncière de la circonscription de Saïd Hamdine à Alger en est un exemple concret. En effet, plusieurs promoteurs immobiliers se plaignent des retards dans la délivrance des actes de propriété du patrimoine foncier (livret foncier).



### Fonds détournés, Presse, Santé, industrie pharmaceutique et transports : Coup de fouet pour 5 dossiers

Démarrage sur les chapeaux de roues pour la nouvelle équipe gouvernementale. Moins de 48 heures après son installation, l'Exécutif a été convoqué pour un Conseil des ministres durant lequel il a été instruit par le président de la République de booster des projets grandioses.



### Lutte contre la corruption : L'Etat déterminé à récupérer ses avoirs à l'étranger

Une agence nationale de gestion des avoirs saisis, gelés et confisqués, issus de la corruption, est une solution qui pourrait accélérer le processus de la récupération de l'argent détourné à l'étranger. L'avant-projet de loi relatif à la réglementation des changes et la révision de la loi n° 06-01 du 20/02/2006, se rapportant à la prévention et à la lutte contre la corruption, constitueront la trame de fond du débat politique et juridique. La réglementation des changes et les nouveaux procédés pour lutter contre la délinquance financière et la corruption s'imposent comme une urgence nationale afin d'assainir et de moraliser la vie politique.



## [Conseil des ministres : Numérisation des services des impôts et des domaines avant fin 2022](#)

Dans les orientations générales du Conseil des ministres qu'il a présidé ce dimanche, le Président de la République Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent sur la numérisation des services des impôts et des domaines avant fin 2022, pour éviter l'évasion fiscale qui pèse lourdement sur le Trésor public. Le tout s'inscrit dans l'objectif d'améliorer la qualité du service public dans le secteur des Finances au profit des citoyens et des opérateurs économiques.



## [Relance de l'économie algérienne : La Banque mondiale affiche son optimisme](#)

Durement impactée, à l'instar des économies du monde, notamment par la crise sanitaire et les bouleversements qu'aura connu la Planète, l'économie algérienne a tout de même pu remonter la pente grâce aux réformes engagées dans ce sens par les pouvoirs publics.



## **SIXIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION (RGPH-2022) DU 25 SEPTEMBRE AU 9 OCTOBRE : Les équipes de l'ONS fin prêtes**

Cela fait des mois qu'on en parle, désormais, c'est officiel : le sixième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2022) sera lancé dans quelques jours. L'opération débutera très exactement le 25 septembre prochain et s'étalera jusqu'au 9 octobre. C'est ce qu'a annoncé hier le directeur général de l'ONS, Youcef Bazizi, à l'occasion d'une nouvelle édition du Forum d'El Moudjahid consacrée au prochain recensement. Rappelons que le premier recensement post-indépendance a eu lieu en 1966. Les recensements suivants ont eu lieu respectivement en 1977, 1987, 1998, et le dernier RGPH remonte à 2008.

Le directeur général de l'ONS partageait la tribune du Forum, ce dimanche, avec Khaoula Mezaache, représentante du ministère de l'Intérieur ; Amar Ouali, directeur de la population au ministère de la Santé et de la Population, et Hocine Bourenane, directeur général des statistiques au ministère de la Numérisation et des Statistiques. Il y avait également à la tribune notre consœur d'El Moujadhid, Kafïa Aït Allouache, modératrice du Forum.

Et comme pour planter le décor, on pouvait remarquer sur un flanc de la salle de conférence, près du pupitre, une affiche conçue spécialement pour ce 6e RGPH.

L’affiche met en scène une famille algérienne et une carte de l’Algérie, et elle est assortie de ce slogan : «Nous recensons notre présent pour construire notre avenir». En bas de l’affiche, ce site web : «ih saa2022.dz», une plateforme numérique spéciale RGPH.

### PLUS DE 53 000 AGENTS RECENSEURS ENGAGÉS

L’opération de recensement, qui s’étalera donc sur quinze jours, va mobiliser quelque 53 493 agents recenseurs, selon le DG de l’ONS, auxquels s’ajoutent plus de 8000 agents contrôleurs et 2255 «agents de réserve».

Le RGPH consistera à collecter des données à la fois à caractère démographique et des informations permettant de faire une évaluation du parc logement national et des conditions d’habitation. D’après un document de l’Office national des statistiques cité par l’APS (dépêche du 4 septembre), le RGPH concerne «quatre catégories de population dont le ménage ordinaire ou collectif, le ménage nomade, la population comptée à part et la population sans domicile fixe».

«Il s’agit de recueillir des informations socio-démographiques et économiques pour chaque membre du ménage (identification des membres du ménage, nuptialité, fécondité des femmes non célibataires, mobilité et migration, éducation et scolarité, utilisation des technologies de l’information et de la communication, difficultés motrices sensorielles et cognitives et activité économique)», détaille la même source.

Et de préciser encore : «Le recensement concerne aussi les décès survenus dans le ménage au cours des 12 derniers mois, ainsi que le départ à l’étranger (émigration) au cours des 5 dernières années».

Nous le disons : cette opération porte dans une large mesure sur la qualité de l’habitat. «Le RGPH concerne, en outre, toutes les constructions à usage d’habitation et les caractéristiques du parc logement (tous les logements occupés, inoccupés, secondaires, non encore livrés, abandonnés etc.) et tous les logements à usage professionnel», souligne l’ONS. «Lors de l’opération, l’agent recenseur recueille des informations sur la construction, le logement ainsi que les commodités et l’équipement du ménage», apprend-on encore.

### DES TABLETTES À LA PLACE DES QUESTIONNAIRES CLASSIQUES

A noter que c’est la première fois que l’opération de collecte des données dans le cadre d’un RGPH sera menée en ayant recours aux nouvelles technologies. Ainsi, les agents recenseurs utiliseront des tablettes numériques équipées d’une puce SIM 4 G au lieu des questionnaires classiques sur formulaire papier. Le directeur de l’ONS a fait savoir que 53 000 tablettes ont été acquises pour conduire cette opération. Les données «sont instantanément transférées au serveur où elles sont sécurisées», a-t-il assuré.

Il a indiqué que les agents recenseurs engagés «sont très bien formés». Ceux-ci ont reçu une formation spéciale d'une semaine. Suivant les districts dont ils auront hérités, «ils ont une soixantaine de ménages à questionner en zone rurale, et entre 100 et 150 ménages en zone urbaine». Ils recevront une rémunération forfaitaire de 29 000 DA.

Youcef Bazizi n'a pas de doute sur le fait que la collecte de données sera bouclée dans les temps. «C'est cadré de sorte que l'agent de recensement puisse travailler à l'aise, et qu'il puisse terminer les ménages de son district en l'espace de 15 jours.

Nous avons testé les documents, nous avons testé l'application et nous avons aussi testé le rendement. Le découpage en districts a été conçu de façon à ce qu'on puisse terminer en 15 jours», a-t-il déclaré. «Il y a une cartographie du recensement sur laquelle nous travaillons depuis plus de deux ans». Le directeur général de l'ONS a affirmé par ailleurs que le «budget global de l'opération est de l'ordre de 5 milliards de DA».

«Il n'y a pas que la rémunération des agents recenseurs. Tout y est intégré, y compris le carburant, les déplacements, l'acquisition du matériel informatique et tout particulièrement l'acquisition des tablettes», a-t-il expliqué. D'après lui, les premiers résultats de cette grande enquête démographique seront connus environ trois mois après la phase de collecte des données.

«Nous pensons qu'au bout de trois mois, on peut donner les premiers résultats globaux, sans aller dans les détails», a-t-il avancé, ajoutant qu'il faudra attendre environ une année pour des résultats plus affinés. Il précise dans la foulée : «Le recensement, c'est une mine d'or. Son exploitation ne se termine qu'avec le prochain recensement».

#### «UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION»

A propos de la fiabilité des informations recueillies, M. Bazizi rassure : «Les agents ont un code à suivre pour chaque information. Ils peuvent se tromper au moment de reporter une information sur la tablette, par exemple taper 16 au lieu de 61 pour l'âge. Mais ces erreurs sont corrigées a posteriori. Il existe des techniques de correction des erreurs universellement admises».

«L'information statistique n'est pas utilisable au niveau des individus mais au niveau global. La statistique, c'est la loi des grands nombres. Quand on a des ratés, dans les résultats globaux, ça n'apparaît pas», soutient-il. Pour lui, cela sert avant tout à donner «un ordre de grandeur». «Les statistiques, c'est différent de la compatibilité.

Dans tous les pays ça se passe ainsi», insiste-t-il. Tous les intervenants à ce forum ont été unanimes pour souligner l'importance «stratégique» du RGPH. «C'est un outil d'aide à la décision pour les pouvoirs publics», résume Youcef Bazizi. Maintenant que ses équipes sont fin prêtes, le directeur de l'ONS exhorte les citoyens à jouer le jeu.

«Il est important de sensibiliser la population sur cette opération qui ne peut apporter que du bien à tout le monde. Ce recensement permettra aux pouvoirs publics d'agir de façon ciblée et d'ajuster les politiques de développement au niveau local.

On saura ainsi qu'est-ce qui manque, où ça manque. Ça permettra aussi d'opérer des rééquilibrages au niveau régional et de mettre la lumière sur les zones d'ombre», plaide-t-il.

Et d'appeler les Algériens à «aider nos agents recenseurs à collecter une information qui soit la plus fiable possible pour l'intérêt de la population et pour l'intérêt du pays».



## **6832 comprimés psychotropes et 17 000 dinars tunisiens saisis à El Tarf selon la Douanes**

Les services des douanes des postes frontaliers d'El-Ayoun et d'Oum Teboul ainsi que la Brigade mobile relevant des services de l'inspection divisionnaire des douanes d'El-Tarf, ont saisi 6.832 comprimés psychotropes soigneusement dissimulés à bord d'un véhicule touristique et un montant de 17 000 dinars tunisiens, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).

«Dans le cadre des efforts déployés sur le terrain par les services opérationnels des brigades douanières, les agents des divisions principales de contrôle des voyageurs des postes frontaliers d'ElAyoun et d'Oum Teboul, ainsi que de la Brigade mobile relevant des services de l'inspection divisionnaire des douanes d'El-Tarf, territoire de compétence de la direction régionale des douanes d'Annaba, ont saisi, dans deux opérations distinctes, un montant de 17.000 dinars tunisiens qui était dissimulé dans les bagages d'un passager et 6.832 comprimés psychotropes de type +Prégabaline ADONTAG 150 mg+ dissimulés à bord d'un véhicule touristique», lit-on dans le communiqué.

Ces deux opérations dénotent «la vigilance et la rigueur des agents des douanes algériennes mobilisés 24h/24h pour l'accomplissement de leur devoir professionnel, notamment dans le cadre de la répression des infractions commises en violation de la législation et de la réglementation relatives au mouvement des capitaux de et l'étranger, de la contribution à la lutte contre la contrebande, le trafic de drogues et de substances psychotropes ainsi que tout ce qui menace la santé et la sécurité du citoyen».



## **Epanouissement citoyen**

En Conseil des ministres, le président de la République a rappelé l'impérieuse nécessité de consolider la stratégie de l'État dans le domaine économique, en libérant toutes les initiatives permettant de se libérer des cours volatiles des hydrocarbures sur le marché mondial.

## Déclaration de politique générale du Gouvernement : «Consacrer le principe du contrôle démocratique»

L'avant-projet de déclaration de politique générale du gouvernement a été présenté, hier en Conseil des ministres, conformément aux dispositions de la Constitution. Contacté, le Pr Saïd Oucif, spécialiste en droit constitutionnel et enseignant à l'université M'hamed Bouguerra de Boumerdès, explique que les dispositions de la Constitution «viennent ancrer le principe de la transparence dans la gestion des affaires publiques, en imposant à l'exécutif de rendre public le bilan de ses actions, projets et réalisations, devant les représentants du peuple au Parlement» et ce, après avoir approuvé, une année auparavant, son plan d'action par le même Parlement.



## Change officiel : le dinar continue de s'apprécier

Au moment où l'euro continue de pâtir de la crise énergétique et l'inflation galopante qui menacent les économies du Vieux Continent, la monnaie nationale s'apprécie nettement sur le marché officiel des changes, aussi bien face à la monnaie unique qu'au dollar.



## الرئيس تبون يأمر بالشروع في رقمنة مصالح الضرائب وأملاك الدولة قبل نهاية 2022

أسدى رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، تعليمات بالشروع في رقمنة مصالح الضرائب وأملاك الدولة قبل نهاية 2022. وذلك خلال ترأسه إجتماعا لمجلس الوزراء، حيث أكد أن هذا الإجراء يهدف إلى حماية لحقوق الدولة ومكافحة الضبابية وكل أشكال التهرب الضريبي في هذين القطاعين.



### الرئيس تبون يؤكد على التزام الدولة المستمر بحماية القدرة الشرائية للمواطنين

أكد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، على التزام الدولة المستمر بحماية القدرة الشرائية للمواطنين. وحسب بيان رئاسة الجمهورية، فلقد شدّد الرئيس تبون بخصوص بيان مشروع السياسة العامة، على أنه يجب أن يراعي استراتيجية الدولة في النهوض بالإقتصاد الوطني.



### أوامر رئاسية باستحداث وكالة وطنية لاسترجاع الممتلكات والأموال المصادرة

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، باستحداث وكالة وطنية لاسترجاع الممتلكات والأموال المصادرة. ويأتي هذا خلال ترأسه إجتماعا لمجلس الوزراء، أين أكد الرئيس تبون بأن القضاء هو السلطة الوحيدة، المخول لها، الفصل في قضايا الفساد، وهي المصدر الأوحده لوضع الآليات القضائية، لوقاية المجتمع منه.

**DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT**

# Le Conseil des ministres donne son feu vert

*Le Conseil des ministres a adopté, hier dimanche, le projet de la déclaration de politique générale du gouvernement qui sera présenté dans les prochains jours devant les députés de l'APN.*

**Karim Aimeur - Alger (Le Soir)** - Le Conseil des ministres, qui s'est tenu hier dimanche sous la présidence du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, a donné son feu vert à la déclaration de la politique générale du gouvernement.

Le texte adopté, hier, sera présenté dans les prochains jours devant l'APN par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, comme cela a déjà été annoncé.

Obligation constitutionnelle, la présentation de ce texte n'a pas été respectée depuis plusieurs années.

En adoptant le texte, le Président Tebboune a demandé, selon le compte-rendu de la réunion, publié par la présidence de la République, à ce que la déclaration de la politique générale du gouvernement prenne en considération la stratégie de l'État pour la relance économique du pays, à travers le renforcement de ses capacités financières, l'encouragement des exportations hors hydrocarbures, la rationalisation des dépenses gouvernementales, en plus de l'engagement de l'État à protéger le pouvoir d'achat des citoyens.

Le Conseil des ministres a adopté également le projet de loi sur la prévention et la lutte contre la corruption.

Dans le même communiqué, il est souligné que la justice est le seul pouvoir habilité à traiter les affaires de corruption, et c'est la seule source de mise en place de mécanismes judiciaires, pour protéger la société.

Il a été décidé, dans le même sens, la création d'une agence nationale pour récupérer les biens et l'argent confisqués en tant que mécanisme placé sous

l'égide des ministères des Finances et de la Justice.

Le Conseil des ministres a examiné d'autres projets de loi, à savoir celui relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation, à la presse écrite, à la presse électronique, et a pris connaissance de deux exposés relatifs à la sécurité routière et à la plate-forme numérique de l'investisseur.

À la fin de la réunion, le chef de l'État a instruit le gouvernement d'accélérer l'opération d'acquisition d'avions et de bateaux afin de renforcer la flotte de transport aérien et maritime vers l'étranger. Il a aussi demandé à trancher les dossiers déposés pour l'ouverture d'en-



Photo : DFI

treprises de transport aérien et maritime privées et qui répondent aux conditions mondialement reconnues en la matière.

Aussi et dans le même cadre, le chef de l'État a demandé au gouvernement d'exploiter les avions privés confisqués dans le

cadre des affaires de corruption, et les placer sous la tutelle des entreprises publiques spécialisées dans les meilleurs délais.

Comme il a demandé de doubler le rythme de réalisation des projets ferroviaires, dans les régions concernées par le nou-

veau plan et de reformuler une nouvelle stratégie pour le secteur de l'industrie pharmaceutique, à travers le renforcement de la production locale pour couvrir le marché national, puis la mise en place d'un plan d'exportation.

K. A.

## UN HOLDING POUR RELANCER L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

# Des spécialistes en parlent



**L'ANNONCE A ÉTÉ FAITE PAR LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE QUI A ÉVOQUÉ, samedi dernier, la création d'un holding à partir des usines confisquées par la justice aux groupes Sovac de Mourad Oulmi, Tahkout Manufacturing Company, Eurl GM Trade de Mazouz et Iveco de Baïri.**

**C**es derniers ont fait l'objet d'une décision de fermeture définitive émanant de la Cour suprême. Ahmed Zeghdar a fait savoir que son département était en passe de recenser toutes les entités concernées par la mesure afin de les fusionner dans le cadre d'un holding devant inclure 42 entreprises. Ces dernières qui sont à l'arrêt depuis l'incarcération de leurs propriétaires en 2019 devraient incesamment passer sous le giron du secteur public. Selon une déclaration du ministre à l'APN en juin dernier, «celles-ci pourront reprendre leur activité avant la fin de l'année en cours».

Cela pourrait relancer l'industrie automobile, d'autant plus que des négociations avec des constructeurs mondiaux ont déjà été entamées. Six constructeurs automobiles ont, d'ailleurs, déposé des demandes auprès du ministère de l'Industrie pour investir en Algérie. Selon le président du Conseil national consultatif pour le développement de la petite et la moyenne entreprise, «les constructeurs automobiles avec lesquels les autorités algériennes ont négocié devront produire 150.000 voitures de chaque type». Adel Bensaci a préconisé, à cet effet, de mener cette opération en étroite concertation avec les spécialistes avant l'approbation de tout projet. «Nous espérons que l'avis des spécialistes sera pris en compte afin que l'expérience précédente qui a connu un échec ne se reproduise pas», renchérit-il. L'ex-président de l'Association des concessionnaires automobiles multimarques estime pour sa part, qu'il aurait été plus judicieux de libérer les importa-

tions des véhicules de moins de trois ans avant de se lancer dans le montage».

### SÉCURITÉ DES CITOYENS

Selon Youcef Nebbache, «cela y va de la sécurité des citoyens». Et d'expliquer que «la vétusté du parc automobile, après plus de 3 ans sans véhicules neufs importés, figure parmi les causes principales de l'hécatombe sur nos routes». Selon lui, «les automobilistes ne sont plus en mesure d'entretenir leurs véhicules faute de pièces de rechange et sont obligés de se rabattre sur des pièces contrefaites». Nous avons, dit-il, «vécu un été des plus meurtriers sur nos routes, notamment à l'intérieur du pays». Et pour cause, «les véhicules en circulation ne répondent plus aux normes de sécurité. Les défaillances techniques sont souvent à l'origine de ces accidents», estime-t-il. Il dit ne pas comprendre pourquoi «on ne laisse pas les particuliers importer des véhicules et payer les taxes douanières en attendant la relance de l'industrie automobile qui risque de prendre du temps». D'autant plus, ajoute-t-il, que «la loi permet clairement l'importation de voitures d'occasion de moins de trois ans, puisqu'elle a été adoptée par les deux Chambres». Le directeur général de la compétitivité industrielle au ministère, Abdelaziz Guend, tient à préciser, à ce sujet, que «la mise en œuvre de la procédure nécessite la promulgation d'un texte réglementaire qui est en cours d'élaboration».

Nebbache appelle, par ailleurs, à «libérer les initiatives», car, souligne-t-il, «le retour à l'investissement dans l'industrie automobile, notamment le montage de voitures, est la demande de plusieurs concessionnaires». Les

constructeurs ne viendront, selon lui, «investir en Algérie que si leur produit est déjà commercialisé». Il propose dans ce sens de «donner la priorité aux fabricants de pièces et d'accessoires automobiles pour pouvoir améliorer l'efficacité des chaînes de production et de montage de véhicules».

### GARDER L'EMPLOI

De l'avis de l'expert en économie Mourad Goumiri, «ces holdings sont une réponse à une situation inédite dans l'histoire économique de notre pays, si l'on excepte l'épisode du groupe Khalifa qui avait fait l'objet d'une liquidation directe, ce qui est la plus mauvaise des solutions». Pour ne pas refaire la même erreur, ajoute-t-il, «les pouvoirs publics ont décidé une forme de nationalisation déguisée après que la justice a tranché en dernière instance». Cela va permettre, fait-il remarquer, «de préserver les actifs des entreprises concernées, de garder l'emploi et de relancer éventuellement l'activité». Par ailleurs, ajoute l'expert, «si l'Etat décide de privatiser ces entreprises, il pourra trouver des investisseurs aux conditions des repreneurs. Mais si les pouvoirs publics ont l'intention d'imposer des conditionnalités exorbitantes, personne ne reprendra ces entreprises au niveau interne et externe». Pour l'économiste, «il faudra gérer les revendications des travailleurs via les syndicats, ce qui n'est pas une chose facile». Il recommande enfin «de confier cette mission à un bureau d'études, public ou privé, spécialisé dans les opérations de fusion, d'acquisition, de cession et de dissolution le cas échéant».

■ Assia Soucetta

## أكد أن القضاء هو السلطة الوحيدة للفصل في قضايا الفساد.. الرئيس تبون يأمر: استحداث وكالة وطنية لاسترجاع الممتلكات والأموال المصادرة

- تحويل الطائرات الخاصة المصادرة بأحكام قضائية واستغلالها للمنفعة العامة
- تصنيف عدم احترام قانون المرور في خانة الجرائم
- المراقبة التقنية لمركبات النقل كل ثلاثة أشهر
- رقمنة مصالح الضرائب وأملك الدولة قبل نهاية 2022

ترأس، أمس، عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، اجتماعا لمجلس الوزراء، تناول بالدراسة والمصادقة مشروع بيان السياسة العامة للحكومة ومشاريع قوانين تخص تنظيم المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة وعملهما، الصحافة المكتوبة والصحافة الإلكترونية، الوقاية من الفساد ومكافحته وكذا عرضين يتعلقان بأمن الطرقات، والمنصة الرقمية للمستثمر.

الوجهات الدولية، مع الفصل في الملفات المودعة لفتح شركات نقل خاصة جوية وبحرية، تستجيب للشروط العالمية في هذا المجال، وتحويل الطائرات الخاصة المصادرة بأحكام قضائية، ضمن قضايا الفساد، إلى الاستغلال في إطار المنفعة العامة، تحت وصاية المؤسسات الوطنية المتخصصة في أقرب الأجل، ومضاعفة وتيرة إنجاز مشاريع السكك الحديدية، عبر المناطق التي يشملها المخطط الجديد، وإعادة صياغة استراتيجية جديدة لقطاع الصناعات الصيدلانية، من خلال تعزيز الإنتاج المحلي، لتغطية السوق الوطنية، ثم وضع مخطط للتصدير، والإسراع والمتابعة المستمرة، لمشاريع إنجاز المخططات الجديدة، لتخلية مياه البحر.

وشدد الرئيس على رقمنة مصالح الضرائب وأملك الدولة، قبل نهاية 2022، حماية لحقوق الدولة ومحاربة للضبابية، وكل أشكال التهرب الضريبي في هذين القطاعين، وهو ما يشكل عبئا ثقيلا على الخزينة العمومية، مع فتح المستشفيات المنجزة، عبر عدد ولايات الوطن، وإطلاق المشاريع المبرمجة في وهران وقسنطينة والغاصصة، والإسراع في تجسيد الشراكة الجزائرية القطرية الألمانية، لإنجاز مستشفى بمعايير دولية، بالجزائر العاصمة.

وكلف الرئيس الوزير الأول بالإشراف على التنسيق بين الأمين العام لرئاسة الجمهورية والأمين العام للحكومة، ووزير الداخلية لتقنين آليات رفع العرائل البيروقراطية عن المشاريع، استنادا للتجارب السابقة، وتدابير لتكرار وضعيات الانسداد. وقبل نهاية الاجتماع، صادق مجلس الوزراء على مراسيم وقرارات قرنية، تضمن تعيينات وإنهاء مهام في وظائف عليا في الدولة.



المسيء، ب

في المستشار، ركب الرئيس بالوزراء الجدد، متعنيا لهم التوفيق في مهامهم، ليمتح بعدها الكلمة للوزير الأول لمرشح حامية نشاط الحكومة في الأسبوعين الماضيين، مسددا أوامره وتوجيهاته، فبخصوص مشروع بيان السياسة العامة شدد الرئيس على ضرورة أن يعرض بيان السياسة العامة استراتيجية الدولة، في النهوض بالاقتصاد الوطني، من خلال تعزيز قدراتها المالية، بتشجيع التصدير خارج المحروقات كموارد مالية جديدة، وترشيد النفقات الحكومية، فضلا عن التزام الدولة المستمر، بحماية القدرة الشرائية للمواطنين. ويخصص مشروع قانون يتعلق بتنظيم عمل المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة وعملهما، أكد الرئيس على أهمية العلاقة الوطنية بين غرفتي البرلمان والحكومة، مع مراعاة مساهمة أعضاء الحكومة، في كل المجالات، باستثناء الدفاع الوطني، وأسرار الدولة في العلاقات الخارجية، كونها مجالات تحفظ. ويشأن مشروع قانون الصحافة المكتوبة والإلكترونية، وكيفية الرئيس بأهمية تنظيم أشمل لمجال الصحافة المكتوبة والإلكترونية، من خلال هذا القانون، لإبعادها عن كل أشكال الاستغلال، مع التصريح بمصادر التمويل. وأكد رئيس الجمهورية أن الآليات التي تضمنها مشروع قانون الصحافة المكتوبة والصحافة الإلكترونية، تستند إلى منطق حماية الصحفيين وتهدف إلى النهوض بقطاع الإعلام. وأمر الرئيس بتجميع شركات الطباعة العمومية، ضمن مخطط تسيير جديد، تحت وصاية مؤسسة واحدة، يمكن تسميتها بالمؤسسة الوطنية للطباعة. وفي ما يتعلق بمشروع قانون الوقاية من

الفساد ومكافحته، أكد الرئيس القضاء هو السلطة الوحيدة، المخول لها، الفصل في قضايا الفساد، وهي المصدر الأبعد لوضع الآليات القضائية، لوقاية المجتمع منه، مع استحداث وكالة وطنية لاسترجاع الممتلكات والأموال المصادرة كآلية جديدة تكون تحت وصاية وزارتي المالية والعدل. ويخصص عرض حول المنصة الرقمية للمستثمر، أكد البيان على أن يكون الهدف الأول هو ضمان الشفافية، التي ينبغي تحقيقها مبدئيا، من خلال آية المنصة الرقمية للمستثمر، وأن تكون المنصة الرقمية من بين الآليات المساعدة على إحصاء العقار الصناعي وتوجيه الاستفادة منه لمستحقيه، محدد آخر أجل لاستحداث الشباك الوحيد للاستثمار نهاية سبتمبر الجاري، للوقوف على إحصائيات دقيقة، تسمح بإعداد مخطط تسيير مني على الاستشراف، وتسهيل الاستثمار. وشأن عرض حول أمن الطرقات، أكد رئيس الجمهورية أن حوادث المرور تتطلب

حلا رديعا، نظرا لاستفحالها في الأونة الأخيرة، وذلك من خلال تسليط أقصى العقوبات في حالة ثبوت عدم احترام قانون المرور، بما يسنفها في خانة الجرائم، مع المراقبة التقنية لمركبات النقل كل ثلاثة أشهر، فضلا عن تشديد الرقابة على شركات النقل بالحافلات، من خلال تناوب السائقين على معاور المسافات الطويلة، وسحب السجل التجاري لكل الشركات المخالفة، وكذا تشديد أقصى العقوبات ضد المتورطين في تسليم رخص السياقة لغير المؤهلين. وجدد السيد الرئيس في ختام الاجتماع، توجيهاته للحكومة، وخصوصا الوزراء الجدد، للعمل بكل جهد للنهوض بالقطاعات التي يشرفون عليها، بما يقدم تطلعات المواطنين، خاصة أن حجم التحديات يتطلب الخبرة والفعالية والإخلاص واحترام المعايير، وذلك من أجل الإسراع في افتتاح طائرات وياخر لتدعيم الخطوط الجوية والبحرية من الجزائر نحو

أكد أن تحقيقها يتطلب الخبرة والفعالية والإخلاص واحترام المعايير

## الرئيس تبون يلزم الحكومة بورقة طريق خدمة للمواطن

■ رقمنة مصالح الضرائب وأملاك الدولة قبل نهاية السنة ■ تحويل الطائرات المصادرة للمنفعة العامة وتسريع

اقتناء طائرات وبواخر جديدة ■ استراتيجية جديدة للصناعات الصيدلانية لتعزيز الإنتاج المحلي

■ فتح المستشفيات الجاهزة وإطلاق مشاريع جديدة بثلاث ولايات ■ تسريع إنجاز المستشفى

الجزائري - القطري - الألماني ■ تقنين آليات "تحرير" المشاريع من البيروقراطية تفاديا للانسداد مجددا

للضبابية، وكل أشكال التهرب الضريبي في هذين القطاعين، وهو ما يشكل عبئا ثقيلا على الخزينة العمومية.

وأكد رئيس الجمهورية على الحكومة ضرورة فتح المستشفيات المنجزة، عبر عديد ولايات الوطن، وإطلاق المشاريع المبرمجة في وهران وقسنطينة والعاصمة، والإسراع في تجسيد الشراكة الجزائرية القطرية الألمانية، لإنجاز مستشفى بمعايير دولية، بالجزائر العاصمة.

كما كلف رئيس الجمهورية الوزير الأول بالإشراف على التنسيق بين الأمين العام لرئاسة الجمهورية والأمين العام للحكومة، ووزير الداخلية، لتقنين آليات رفع العراقيل البيروقراطية عن المشاريع، استنادا للتجارب السابقة، تفاديا تكرار وضعيات الانسداد.

أسامة ب

، وتحويل الطائرات الخاصة المصادرة بأحكام قضائية، ضمن قضايا الفساد، إلى الاستغلال في إطار المنفعة العامة، تحت وصاية المؤسسات الوطنية المتخصصة في أقرب الأجل، مع مضاعفة وتيرة إنجاز مشاريع السكك الحديدية، عبر المناطق التي يشملها المخطط الجديد.

وطالب رئيس الجمهورية الحكومة، بإعادة صياغة استراتيجية جديدة لقطاع الصناعات الصيدلانية، من خلال تعزيز الإنتاج المحلي، لتغطية السوق الوطنية، ثم وضع مخطط للتصدير، مع الإسراع والمتابعة المستمرة، لمشاريع إنجاز المحطات الجديدة، لتعلية مياه البحر، والتأكيد على الشروع في رقمنة مصالح الضرائب وأملاك الدولة، قبل نهاية 2022، حماية لحقوق الدولة ومحاربة

ضبط رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون مجددا خارطة عمل الجهاز التنفيذي، مسديا توجيهاته، خلال إشرافه على ترؤس أول مجلس للوزراء بعد التعديل الحكومي، لأعضاء الفريق الحكومي وخصوصا الوزراء الجدد. وأكد رئيس الجمهورية على ضرورة العمل بكل جهد للنهوض بالقطاعات التي يشرفون عليها، بما يخدم تطلعات المواطنين، خاصة وأن حجم التحديات، يتطلب الخبرة والفعالية والإخلاص واحترام المعايير، مع الإسراع في اقتناء طائرات وبواخر، لتدعيم الخطوط الجوية والبحرية، من الجزائر نحو الوجهات الدولية. وتسريع الفصل في الملفات المودعة لفتح شركات نقل خاصة، جوية وبحرية، تستجيب للشروط العالمية في هذا المجال



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger